

# A PROPOS DU CONGRÈS DE LA C.G.T.: DE LA POUDRE AUX YEUX...

«*Congrès historique, congrès d'unité!*», titre en caractères gras «*l'Humanité*». Pendant une semaine nous avons prêté l'oreille et nous n'avons rien entendu d'autre que le silence des prisons que trouble seulement le murmure des détenus chargés des corvées extérieures. Et nous préférons croire que tous les syndicalistes révolutionnaires ont quitté cette centrale syndicale plutôt que de leur faire l'injure de confondre leur voix avec celle de Lebrun, le communiste «*hors des cadres du parti*» et chargé de fournir l'alibi à la C.G.T. «*courroie de transmission*» du communisme français.

Mais pourtant et pour d'autres raisons avancées par la feuille qui est restée la plus «*stalinisée*» de la presse communiste internationale, le Congrès de la C.G.T. revêt une importance certaine et mérite qu'on se penche sur le déroulement de ses débats. D'abord le Congrès se tient tout de suite après la conclusion de la magnifique grève des mineurs qui vit la déroute des dirigeants de la puissante *Fédération du sous-sol*, huée par la foule. En second lieu le thème choisi par les dirigeants est l'unité, et à un moment où le monde ouvrier et les pouvoirs publics s'affrontent il était intéressant de voir la gymnastique des militants écartelés entre le souci d'unité et le désir de conserver le monolithisme prescrit par «*La maladie infantine du communisme*», bible incontestée de Frachon et consorts.

Le rapport de Frachon fut ce que chacun s'attendait qu'il soit: une kyrielle de revendications communes à toutes les autres organisations ouvrières saupoudrées de trémolos unitaires et d'affirmations ridicules sur la «*démocratisation*» qui règne rue Lafayette. Mais c'est en vain que l'on chercherait dans cette coulée indigeste une référence quelconque à la «*Charte d'Amiens*» garantie indispensable à l'indépendance syndicale envers les partis envahissants et envers l'État, c'est en vain qu'on scruterait le texte dans l'espoir d'y découvrir des références à la gestion ouvrière directe, à l'égalité des salaires. Le secrétaire général, après avoir fait ses dévotions auprès de notre «*saint père le pape*», se contente de réclamer un désarmement parfaitement «*aligné*» sur un des deux grands blocs impérialistes avant de faire une allusion timide à la réforme des nationalisations. Le vocabulaire mis à part et qui s'inspire du langage cher aux marxistes, on peut constater que ce document ne se différencie en rien de ceux qu'écrivent les autres secrétaires généraux qui président aux destinées des autres Confédérations syndicales et à chaque instant on s'attend à voir le secrétaire de la C.G.T. prononcer naïvement, à l'adresse de ses collègues Bothereau, de F.O. et Deschamps, de la C.F.T.C., cette phrase qui ne viendra pas: «*Mais enfin, pourquoi refusez-vous l'unité, puisqu'on dehors du vocabulaire, nous sommes si parfaitement pareils*». Ce qui d'ailleurs serait inexact, ses collègues ayant au moins sur la liberté, des vues qui lui seront éternellement inintelligibles.

L'intérêt du Congrès ne résidait évidemment pas dans le «*numéro*» du «*leader*», pas plus que dans les multiples interventions qui avec moins de finesse, hélas, copiaient servilement le discours du patron. Tout au plus, pouvait-on constater avec une certaine tristesse l'avilissement de ces cadres du mouvement ouvrier réduits à la fonction de robots. On attendait l'opposition, la minorité sur laquelle reposait toute l'opération unitaire du Congrès! Or, d'opposition, à deux timides exceptions près, il n'y en eut pas. Certes, ne parlons pas de Jayat ou de Schaefer, ces eunuques attachés à leur plat de lentilles, ne parlons que pour lui adresser un souvenir à ce qu'elle fut, de cette *Fédération du Livre* que Prud'homme rangea honteusement derrière la majorité communiste du Congrès. Mais tout le monde attendait Lebrun!

Lebrun, après une pirouette qui amorçait une sortie de grande coquette à laquelle personne ne crut d'ailleurs, Lebrun, donc, nous livra sa pensée. Des désaccords, il en existe entre lui et ses amis communistes, mais aucuns ne sont des désaccords syndicaux. Lebrun est en plein accord avec le fonctionnement de la C.G.T., avec la démocratie qui règne en son sein avec les bases de réunifications qu'elle propose. Lebrun, «*minoritaire*» qui, entre parenthèses, n'a jamais publié un bulletin et n'a jamais fait connaître sa pensée autrement que par le truchement de journaux contrôlés par les communistes, proclame que son seul désaccord

est d'ordre économique et dans son exposé, il reprend les propositions qui sont celles des communistes italiens lorsqu'il s'agit du *Marché européen* et qui sont celles de tous les technocrates qu'il soient à F.O., à la C.F.T.C. ou à la C.G.T., lorsqu'il s'agit de la planification. En réalité la controverse Lebrun-Frachon n'est pas une controverse qui intéresse le syndicalisme que tous deux veulent asservir, mais une controverse qui a lieu en ce moment dans les milieux communistes sur le meilleur moyen de réaliser cet asservissement qui remettra le Parti démonétisé en selle. Minoritaire pour un retour au Syndicalisme traditionnel, Lebrun! Allons, donc! Sa parenté, on la retrouverait chez certains intégrationnistes de la C.F.T.C., chez certains participants F.O. au colloque de Poigny-la-Forêt. Ces gens-là veulent un syndicalisme, un socialisme, une planification à étages qui laissent entre les classes des inégalités de salaires sanctionnées par la «*connaissance technique*». Et cet aspect de la lutte pour la liquidation du mouvement syndical ne se livre pas en marge, mais à l'intérieur de l'autre lutte plus apparente qui est la lutte pour l'intégration et la politisation.

J'ai signalé plus haut deux timides oppositions réelles au sein de ce Congrès, l'une du syndicat du personnel pénitencier conduite par Pastre, qui devait s'abstenir sur le rapport moral.

Ce syndicat appartient au P.U.M.S.U.D., constitué par la *Fédération de l'Éducation Nationale* et la *Fédération Force Ouvrière des Travaux Publics et des Transports* dont notre ami Roger Lapeyre est le secrétaire. Ce mouvement se donne pour but l'unité syndicale sur des bases essentiellement syndicalistes. L'autre opposition, celle de Suzanne Bodin, du *Syndicat de l'enseignement technique*, qui devait voter contre le rapport moral, eut le mérite d'apporter un peu de clarté dans les débats d'un congrès que la direction s'était ingéniée à chloroformer. C'est dans le silence le plus froid que la militante réclama la reconnaissance et le respect de toutes les tendances syndicales, leurs représentations proportionnelles à tous les échelons de l'organisation, l'ouverture d'une tribune libre dans toutes les publications et journaux de la C.G.T., le départ des responsables de tous les organismes du quatrième plan. Là, le Congrès montra son vrai visage! Un certain Ravaux grimpa à la tribune pour nous apprendre que ni la fédération ni le syndicat de Suzanne Bodin n'avaient son opinion sur la démocratie syndicale et c'est sous les acclamations de l'assistance que l'on apprit que le seul délégué syndicaliste authentique mêlé à cette masse moutonnaire ne représentait que sa seule opinion.

«*Personne ne saurait être absent de la bataille pour l'unité*», se sont écriés les délégués. Clause de style et pas autre chose. Ce qui était absent de la bataille pour l'unité, c'étaient les militants de la C.G.T. eux-mêmes. Car les Frachon, les Raynaud, les Mauvais n'ignorent pas les conditions de l'unité et s'ils les avaient ignorées, Suzanne Bodin les leur a rappelées énergiquement. En vérité, la C.G.T. ne veut pas l'unité, elle veut simplement faire croire aux travailleurs qu'elle la désire tout en la rendant impossible, ne serait-ce que par la présence à la tribune syndicale des politiciens comme Maurice Thorez ou du secrétaire à l'organisation du *Parti communiste*, chef du noyautage, Georges Marchais.

Non, la C.G.T. ne veut pas l'unité et elle sait bien que son dernier congrès la rendra impossible. Ce que veut la C.G.T., c'est que les travailleurs, abusés et fatigués de l'inefficacité syndicale, la réalisent en rentrant tous dans la «*vieille maison*», et ce Congrès anti-unitaire n'a pas eu d'autre but que de convaincre les ouvriers que l'unité refusée par les «*autres*» se réaliserait en rejoignant les «*bons apôtres*».

Or, il faut le dire clairement, l'unité réalisée dans la C.G.T. sur les bases proposées par elle, c'est à brève échéance la fin du mouvement syndical en France et l'étouffement rapide des minorités qui font encore entendre leur voix autre part. Mais il est à la technique de la C.G.T. une parade infaillible, c'est la réalisation de l'unité d'action sur des points précis, pour la seule défense des revendications syndicales et Roussel, le délégué C.G.T. de la Loire-Atlantique avait bien raison de dire amèrement que l'unité d'action avait surtout rapporté aux autres centrales syndicales qui alors pouvaient, à travers le dialogue, montrer leur vrai visage et faire front aux calomnies qui fut l'arme suprême de la C.G.T. Le syndicalisme révolutionnaire, le syndicalisme libertaire, doit être à cet égard vigilant. Après un long sommeil leur voix recommence à s'élever et la liberté d'expression dans l'organisation syndicale est la garantie de leur survie et de leur développement. Pour notre part nous aurions été heureux de les entendre au Congrès de la C.G.T. Nous avons prêté l'oreille et nous n'avons rien entendu d'autre que le silence des prisons que trouble seulement le murmure des détenus des corvées extérieures.

C'est une situation dont les syndicalistes restés à la C. G. T. devraient tenir compte.

**Maurice JOYEUX.**